

8 juin

Feuilleton des Pétitions, n° 22

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Commission des Pétitions.

FEUILLETON, N° 22.

Vendredi 8 juin 1832, la commission des pétitions fera son rapport sur les pétitions suivantes :

M. Poscazt, 1^{er} rapporteur.

N° 628. Par pétition en date du 2 avril 1832,

Le sieur J. Lecandele réclame en faveur du droit des propriétaires de chaussées vis-à-vis de l'État. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 629. Par pétition en date du 10 mai 1832,

Les officiers des corps francs et de volontaires demandent que la Chambre statue sur la proposition de la commission chargée de faire un rapport sur leur réclamation. — Conclus. — Ordre du jour.

N° 630. Par pétition en date du 8 mai 1832,

Les sieurs Beaucourt, G. R. Smet et F. Wacles, tenanciers de livres au bureau des douanes à Ostende, demandent le rétablissement des *lèges* ou l'augmenta-

(2)

tion de leurs appointemens. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 631. Par pétition en date du 10 mai 1832,

Le sieur De Kermaecker, ex-conseiller à la cour de justice de Bruxelles, demande que la chambre fasse vider un conflit entre les ordonnances des ministres et qu'il signale comme préjudiciable à ses droits sur sa pension de retraite. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice avec demande d'explications.

N° 632. Par pétition en date du 8 mai 1832,

Le sieur E. Libbrecht, à Tieghem, réclame le paiement d'une somme de fl. 200 pour perte d'un chariot de transport, essuyée par lui le jour de la bataille de Waterloo. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 633. Par pétition non datée,

Le sieur B. Bruneau, huissier à Charleroi, demande la suppression des tribunaux, dits, *Chambres de conseil*. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 634. Par pétition non datée,

Le sieur J. Cardinet, ancien militaire pensionné, à Namur, demande le paiement de sa pension arriérée. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 635. Par pétition en date du 19 avril 1832,

La régence de la commune de Boitshoucke (Furnes) demande que la Chambre accorde à l'ecclésiastique chargé de sa cure un supplément de traitement de 100 florins.

(2)

N° 636. Par pétition non datée,

Trois habitans de la commune de Brunsem (Maestricht) qui , aux termes des 24 articles , fera partie de la Hollande , demandent que trois miliciens , leurs fils , qui se trouvent au service de la Belgique et dont le terme de service est expiré , soient congédiés et rendus à leurs familles. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 637. Par pétition en date du 13 avril 1832,

Le bourgmestre de la commune de Bièvre demande que la route commencée de Falmignoul à Beauraing et Bouillon soit continuée. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

N° 638. Par pétition en date du 20 avril 1832,

L'administration communale de Tailles (canton d'Houffalize) demande pour la ville de la Roche le siège d'un des tribunaux de première instance pour le Luxembourg. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 639. Par pétition en date du 7 mai 1832 ,

Trois habitans de Courcelles signalent à la Chambre le refus fait par l'autorité supérieure de procéder à la nomination d'un receveur pour cette commune. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur avec demande d'explications.

N° 640. Par pétition en date du 20 avril 1832 ,

Le sieur A. Bosquet , avocat à Bruxelles , séquestre judiciaire à l'administration de la succession du sieur J. Beys , réclame une disposition législative qui

(4)

étende celle de l'article 2, paragraphe A, 2^m alinéa de la loi du 27 Décembre 1817, aux successions des Belges, ouvertes depuis la séparation de la Hollande d'avec la Belgique. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 641. Par pétition en date du 20 avril 1832,

Le sieur A. G. Demoor, médecin principal à la prison de St.-Bernard, demande que les militaires condamnés à des emprisonnemens ne soient pas confondus dans cette prison avec les individus condamnés par des cours et des tribunaux civils. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 642. Par pétition en date du 21 avril 1832,

Le sieur Léonard Mesnard, à Séloignes, demande justice des mauvais traitemens et des poursuites irrégulières que lui a suscitées la haine d'un fonctionnaire. — Conclue. — Ordre du jour.

M. LEFÈVRE, 2^e rapporteur,

N° 643. Par pétition en date du 7 mai 1832,

Le sieur César, greffier de la justice-de-paix de Beauraing, demande que les ventes mobilières puissent être faites par les greffiers des justices-de-paix avec un caractère exécutoire. — Conclue. — Renvoi au ministre de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.

(3)

N° 644. Par pétition en date du 11 mai 1832 ,

Les habitans de la commune d'Ouckene (Flandre-occidentale), demandent que le lin soit prohibé à la sortie. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 645. Par pétition en date du 11 mai 1832 ,

Le sieur François Goedert, à Ell (Luxembourg), réclame la continuation de la solde de son fils, qui a fait partie d'un bataillon mobilisé de la garde civique, pendant toute la durée d'une maladie contractée au service, ainsi que le remboursement des frais que cette maladie lui a occasionés. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre.

N° 646. Par pétition en date du 9 mai 1832 ,

Un grand nombre de fabricans et négocians en toiles de la commune de Sweeverzele, demandent une augmentation de droits sur le lin à la sortie. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 647. Par pétition en date du 7 mai 1832 ,

Le sieur G. Thirion, à Orbaix, dont le fils est selon lui retenu illégalement sous les drapeaux, demande que la Chambre ordonne son licenciement. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 648. Par pétition en date du 15 mai 1832 .

Le sieur J. Mangelaer, à Gand, se plaint d'être retenu au service de la garde civique, malgré plusieurs infirmités qui l'en exemptent et qu'il soit fils

unique de veuve et demande son exemption. — Conclue. — Ordre du jour.

N° 649. Par pétition en date du 15 mai 1832,

La femme Her, à Tournai, dont l'un des fils est retenu illégalement au service de la garde civique, malgré son exemption prononcée par le conseil cantonal, demande qu'il puisse rentrer dans ses foyers. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre de la guerre avec demande d'explications.

N° 650. Par pétition en date du 3 mai 1832,

Les habitans de la commune d'Everghem demandent que l'on prohibe le lin à la sortie. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 651. Par pétition en date du 3 avril 1832,

Le sieur C. Willems, à Desselghem, adresse à la Chambre un mémoire ou plan de finances. — Conclue. — Renvoi à M. le ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 652. Par pétition en date du 30 avril 1832,

Dix distillateurs de l'arrondissement de Courtrai demandent que la Chambre s'occupe incessamment du projet de loi sur les distilleries. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 653. Par pétitions non datées,

Un grand nombre d'habitans de Gand et des communes d'Oostakker et d'Asper, demandent le rapport de la loi qui autorise la libre exportation du lin. — Conclue. — Dépôt au bureau des renseignemens.

(7)

N° 654. Par pétition en date du 10 avril 1832 ,

Un grand nombre de négocians en spiritueux de Bruxelles , Gand , Bruges , Tournai , etc. , demandent que le crédit permanent soit classé dans la catégorie des autres entrepôts et qu'il soit alloué un outillage de 8% par année. — Conclus. — Renvoi au ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 655. Par pétition en date du 18 mai 1832 ,

Neuf marchands de poisson , à Gand , demandent que les droits sur les poissons soient fixés au poids. — Conclus. — Renvoi au ministre des finances et dépôt au bureau des renseignemens.

N° 656. Par pétition en date du 16 mai 1832 ,

Les sieurs Smets et Cuvelier , à Bruxelles , demandent des modifications à la loi sur les distilleries. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 664. Par pétition en date du 18 mai 1832 ,

Le sieur A. J. Poodts , à Ostende , ex-sergent d'artillerie volontaire , demande un emploi. — Conclus. — Ordre du jour.

M. CONST. RODENBACH , 3^me rapporteur.

N° 657. Par pétition en date du 14 mars 1832 ,

Onze habitans notables de la commune de St.-Lambert-Libersart demandent un nouveau mode de répartition des traitemens des curés. — Conclus. — Renvoi à M. le ministre de l'intérieur.

(8)

N° 658. Par pétition en date du 18 mai 1832,

Le sieur A. Jovenel, graveur en médailles, à Bruxelles, demande à l'occasion du nouveau projet de loi monétaire que la confection des coins soit mise en concours.—Conclus.—Renvoi à M. le ministre des finances.

N° 659. Par pétition en date du 21 mai 1832,

Le sieur Carpentier ayant présenté au congrès un système monétaire demande à l'occasion de la discussion du projet de loi monétaire à être entendu par une commission *ad hoc*. — Conclus.—Ordre du jour.

N° 660. Par pétition en date du 7 mai 1832,

Un grand nombre d'habitans de la commune d'Aerseele demandent que le lin soit prohibé à la sortie. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 661. Par pétition en date du 23 avril 1832,

Les sieurs Gilbay et J.-J. Gillet, à Bruly (Namur) réclament l'intercession de la Chambre pour faire revenir l'administration de la douane d'une décision qui leur refuse l'autorisation d'établir en commun une distillerie. — Conclus. — Ordre du jour.

N° 662. Par pétition en date du 16 mai 1832,

Les sieurs Van Hille et frères, distillateurs à Dixmude, demandent que la Chambre s'occupe sans délai de la loi sur les distilleries. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignemens.

N° 663. Par pétition en date du 19 mai 1832,

Le sieur Ch. Rue, ex-sous-lieutenant, demande la réintégration dans son grade.—Conclus. — Ordre du jour.

N° 665. Par pétition en date du 23 mai 1832,

Le sieur Paulin, à Bruxelles, demande que lors de la discussion du projet d'organisation judiciaire la Chambre adopte le projet du ministre de la justice.—Conclus. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 666. Par pétition en date du 6 mai 1832,

Un grand nombre d'habitans des communes de Somerghem et de Lovendeghem demandent que le lin soit prohibé à la sortie. — Conclus. — Dépôt au bureau des renseignements.

N° 667. Par pétition en date du 23 mai 1832,

Le sieur N. J. Fievez, instituteur primaire à Bruxelles, adresse des réflexions sur le principe de la liberté d'enseignement.—Conclus.—Dépôt au bureau des renseignements.

N° 668. Par pétition en date du 20 mai 1832,

Le sieur Coquilbat, à Liège, adresse à la Chambre un projet d'organisation militaire pour la Belgique.—Conclus.—Renvoi au ministre de la guerre.

N° 669. Par pétition en date du 22 mai 1832,

Le sieur Depoierie, pensionné de l'administration des accises, à Arlon, signale des griefs et des dilapidations des deniers publics par les chefs supérieurs de

**l'administration des douanes et accises à Arlon. —
Conclus. — Renvoi à M. le ministre des finances.**

N° 670. Par pétition non datée,

**Le sieur Thomassin, tailleur à Liège, réclame la
somme de 425 francs pour confection de capotes des-
tinées aux musiciens du bataillon des tirailleurs de la
Meuse en septembre 1831.**

N° 671. Par pétitions diverses,

**Les communes de Sotteghem, Oultre, Hautem
(St.-Liévin), Herzele, Gysegghem, Aspelaere, Bors-
beke, Pollaere, Denderleeuw, Meire, Vleckem, et
Otterghem, demandent l'intervention de la Chambre
pour que la ville d'Alost obtienne, lors de la nouvelle
circonscription judiciaire, le siège d'un tribunal de
première instance. — Conclus. — Renvoi au ministre
de la justice et dépôt au bureau des renseignemens.**
